



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE VAUCLUSE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'Environnement et des Affaires Foncières

P1-66.379

ARRETE COMPLEMENTAIRE

S12004-01.09.0040- Pref

Actant la prise en compte de la mise à jour de l'étude de danger de l'installation BUTAGAZ à Bollène et portant prescriptions complémentaires

LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L.512-1 ;

Vu le décret 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application et notamment ses articles 3-5°, 3-6° et 18 ;

Vu le décret du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques, notamment son article 5 ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié en dernier lieu le 29 septembre 2005 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;

VU la circulaire du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU les arrêtés préfectoraux des 23 avril 1965, 1^{er} septembre 1969 et 18 janvier 1990 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 20 mars 1990, 26 janvier 1994, 24 janvier et 25 mai

2000 et 23 août 2002, réglementant et autorisant la société BUTAGAZ pour l'exploitation d'un centre emplisseur de G.P.L. à Bollène, Z.I. la Croisière ;

Vu l'étude de dangers révision 4 du 21 septembre 2001 et le rapport de tierce expertise de cette étude par l'INERIS du 25 avril 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 prescrivant une limitation de stockage et le dépôt d'une nouvelle étude des dangers ;

Vu l'étude des dangers remise en juillet 2004 comme prescrit supra et ses compléments présentés le 16 février 2006 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 octobre 2006

Vu l'avis du CODERST en date du 16 novembre 2006 ;

CONSIDERANT que l'examen de l'étude des dangers et ses compléments amène l'inspection des installations classées à proposer de prendre en compte les mesures d'amélioration de la sécurité proposées par l'exploitant et d'en définir de nouvelles ;

CONSIDERANT que ces mesure complémentaires sont destinées à protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Vaucluse :

ARRETE

Article 1 : respect des engagements liés à l'étude de dangers

Il est donné acte à la société BUTAGAZ, exploitant du centre emplisseur situé à BOLLENE, dont le siège social est situé à boulevard Raspail à LEVALLOIS-PERRET, de la mise à jour de l'étude de dangers de son établissement de Bollène en date de juillet 2004 et des compléments apportés le 16 février 2006.

L'exploitant est responsable de la sécurité de l'exploitation de son établissement vis à vis des populations et de l'environnement dans des conditions d'équipement et d'exploitation de ses installations a minima égales à celles décrites dans cette étude de dangers, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté.

L'exploitant respecte les prescriptions du présent arrêté qui, pour partie et dans des aspects principaux, complète, précise ou amende les engagements de l'exploitant dans cette étude. Ce respect ne saurait dégager l'exploitant de la responsabilité pleine et entière rappelée ci avant.

Article 2 : mise à jour de l'étude de dangers

En application de l'article 3 5° du décret 77-1133, l'étude de dangers sera réexaminée au plus tard le **31 juillet 2009** au titre de la révision quinquennale.

Article 3 : prescriptions complémentaires applicables au site et à son exploitation

1. Une procédure est mise en place sans délai définissant le contrôle des filetages des bras et des camions au moyen d'un gabarit.
2. Les commandes des vannes de sécurité des bras de chargement et déchargement sont équipés en tubes polyamide (rilsan) sans délai.
3. Les camions gros porteurs seront équipés d'un système permettant d'asservir la fermeture du clapet de fond des citernes au système de sécurité de l'installation afin de diminuer la probabilité de fuite de GPL en phase liquide dans un délai de 5 ans.
4. L'exploitant réalisera une étude comparative des différents systèmes de protection incendie aux postes de chargement et déchargement et la remettra à l'inspection pour le 30 juin 2007. Cette étude envisagera notamment la mise en place d'un système d'arrosage fixe par aspersion des camions petits et gros porteurs.
5. Sans préjudice des mesures prises suite aux examens préalables aux travaux et modifications, l'activité de transfert de produits est arrêtée et les canalisations sont systématiquement vidées de liquide lors des travaux pendant les phases impliquant la présence d'une grue. Une procédure sera établie en ce sens..
6. l'exclusion des feux extérieurs au site comme événements initiateurs de phénomènes dangereux doit être soumis à l'avis du service départemental d'incendie et de secours. En particulier la pertinence du maintien d'une haie de cyprès sur le site sera examinée. Cet avis sera transmis à l'inspection avant le 30 juin 2007.
7. le POI fera l'objet d'une révision partielle avant le 31 janvier 2007, précisant les dispositions prises pour la mise en alerte la formation et la protection des personnels du mandataire et des sociétés ITC et CTP en complément des dispositions prévues en annexes 5 et 6.
En outre ces sociétés seront localisées sur les documents graphiques de ce POI révisé.

Article 4:

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et au frais des exploitants dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans l'ensemble de chacun des deux départements.

Article 5 :

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 6 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

Article 7 :

La présente décision peut être différée au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour les exploitants. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de Bollène, l'inspecteur des installations classées de la DRIRE, le lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation leur sera notifiée ainsi qu'à l'exploitant, au directeur départemental des services d'incendie et de secours, et à Madame le chef du SIACEDPC.

Avignon le : - 9 JAN. 2007

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général,

Hubert VERNET